

# Emmanuel Macron veut donner plus de place au mérite dans la carrière des fonctionnaires

Bastien Scordia

Si l'avenir du portefeuille de la Fonction publique au sein du gouvernement Attal reste toujours aussi incertain, Emmanuel Macron a commencé à tracer sa vision pour les agents publics... Et elle implique notamment une plus grande reconnaissance de leur mérite. Lors de sa conférence de presse, organisée mardi 16 janvier à l'Élysée, le chef de l'État a en effet évoqué des mesures pour permettre de *“mieux gagner sa vie par le travail”* et souhaité que les fonctionnaires soient davantage rémunérés *“au mérite”*.

*“L'effort et le mérite ne sont pas suffisamment reconnus”,* a ainsi déclaré le président de la République, en disant croire *“dans cette France du travail et du mérite”*. *“Il en va de même pour les fonctionnaires, a-t-il surtout ajouté, pour lesquels le principal critère d'avancement et de rémunération devra être, à côté de l'ancienneté, également le mérite.”* *“En tout cas bien davantage qu'aujourd'hui”,* a précisé Emmanuel Macron.

Ce n'est pas la première fois que l'exécutif annonce sa volonté de développer la rémunération au mérite dans la fonction publique. Par ses propos, le chef de l'État confirme les ambitions portées par le ministre sortant, Stanislas Guerini, dans le cadre de la nouvelle réforme de la fonction publique qu'il a commencé à préparer et dont la présentation était prévue pour le mois de février. Mais ça, c'était avant le remaniement, qui a rebattu les cartes.

## Quel ministre pour la fonction publique ?

*“Réformer la fonction publique, c'est mieux reconnaître le mérite, l'engagement, les compétences de chacun, c'est donner plus de sens au travail de nos agents”,* avait indiqué le ministre lors de sa rentrée, en septembre 2023. Et, pour *“mieux reconnaître les mérites individuel et collectif”,* il faut *“rémunérer davantage l'agent qui aura fait plus, qui aura fait mieux”,* avait développé Stanislas Guerini depuis l'institut régional d'administration (IRA) de Nantes, où il avait annoncé préparer une nouvelle loi de réforme de la fonction publique après la loi de transformation de 2019.

Comme il l'a indiqué devant ses troupes réunies à l'Élysée lundi 15 janvier, Emmanuel Macron souhaite en tout cas reconduire Stanislas Guerini pour qu'il porte *“sa”* réforme, mais il n'a pas précisé si ce dernier gardera bien le titre de ministre de plein exercice, comme il l'exige. Alors qu'il ne figurait pas dans la liste des ministres annoncée le 11 janvier, Stanislas Guerini, ministre de plein exercice depuis un an et demi, a refusé de poursuivre avec le titre de ministre délégué et bataille en ce moment auprès de l'Élysée et de Matignon pour récupérer un ministère dédié. Lors de sa conférence de presse, mardi, Emmanuel Macron n'est pas pour autant revenu sur l'avenir du portefeuille de la Fonction publique.

Si les syndicats de la fonction publique regrettent toujours le flou autour de la place qu'occupera ce portefeuille dans le gouvernement Attal, les propos du chef de l'État sur la rémunération au mérite n'ont pas manqué d'agacer les représentants de ces organisations. Depuis longtemps, ces derniers ne cachent pas leur opposition au développement de ce type de rémunération dans la fonction publique.

## **“Pas entendable”, “négarion du dialogue social”**

*“C'est un signal très mauvais vis-à-vis de la fonction publique et de ses agents”, estime ainsi Stanislas Gaudon, de la CFE-CGC, en parlant d’“erreur politique” de la part d'Emmanuel Macron, qui “n'a pas eu un mot sur les carrières ou l'attractivité”. “Le président de la République n'a pas eu un mot pour saluer l'engagement des agents publics qui tiennent bon malgré les postes non pourvus et les accusations dont ils font l'objet à tort, regrette également Mylène Jacquot, de la CFDT. Au chapitre du pouvoir d'achat, il a répondu « mérite », ce n'est pas entendable.”*

*“Les propos du Président sont complètement déplacés, abonde Christian Grolier, de Force ouvrière. Nous revendiquons depuis des mois des négociations salariales et une refonte de la grille indiciaire. Stanislas Guerini avait un projet qu'il n'a jamais dévoilé et à l'heure où il n'y a plus de ministère de la Fonction publique, le Président balance la rémunération au mérite sans explications, c'est la négarion du dialogue social.”*

*“Cette annonce n'est qu'un leurre pour faire croire au grand public qu'on va augmenter les fonctionnaires”, ajoute ce syndicaliste en jugeant que la rémunération au mérite “n'a aucun sens dans la fonction publique”. Il est rejoint en cela par Céline Verzeletti, de la CGT, pour qui “la rémunération au mérite n'a jamais permis de rendre attractive la fonction publique, au contraire, elle a créé des inégalités, voire des discriminations entre les agents”.*

## **Demande de revalorisation générale**

*“Le mérite, c'est quoi ? Sa définition n'existe pas, chacun peut mettre ce qu'il veut derrière”, renchérit Pascal Kessler, de la FA-FP, comme Benoit Teste, de la FSU, qui voit dans les annonces d'Emmanuel Macron sur la rémunération au mérite des propos “terriblement inquiétants pour l'avenir de la fonction publique”. Selon lui, “c'est le dynamitage annoncé du statut au profit d'une logique de favoritisme et d'une gestion autoritaire et inadaptée aux enjeux du service public”.*

Plutôt que de développer la rémunération au mérite dans la fonction publique, les syndicats réclament surtout des négociations sur les carrières et les rémunérations, ainsi que, sans surprise, une nouvelle revalorisation générale pour, disent-ils, que 2024 ne soit pas une “année blanche”. *“L'urgence n'est certainement pas au mérite des agents, l'urgence est à faire que l'ensemble des agents publics bénéficient de mesures générales pour tous et toutes pour enfin répondre à l'enjeu salarial et en conséquence, à l'enjeu d'attractivité de la fonction publique”, affirme Gaëlle Martinez, de Solidaires.*

Luc Farré, de l'Unsa, appelle de son côté le gouvernement à *“ouvrir le dialogue sur les salaires pour rattraper l'inflation des deux dernières années”*. Mais encore faut-il que le flou soit levé sur l'avenir du portefeuille de la Fonction publique dans le nouveau gouvernement et qu'un ministre en charge de ce dossier soit effectivement nommé. S'agira-t-il de Stanislas Guerini, comme promis par Emmanuel Macron ? Réponse dans les prochains jours.